

# Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans les journaux congolais "L'Avenir", "Le Phare", "La Tempête des Tropiques", "L'Observateur", "Le Potentiel" et "La Prospérité" des 16 et 17 février 2009, sur les relations entre la France et la République démocratique du Congo.

Q - Monsieur le Président, certains passages du discours que vous avez prononcé le 16 janvier, à l'occasion des vœux au Corps diplomatique, ont soulevé une vive polémique à Kinshasa. L'élite et la population congolaises souhaitent connaître le sens que vous donnez aux trois expressions suivantes : "Cela met en cause la place, la question de l'avenir du Rwanda avec lequel la France a repris son dialogue, pays à la démographie dynamique et à la superficie petite. Cela pose la question de la République démocratique du Congo, pays à la superficie immense et à l'organisation étrange des richesses frontalières" £ "Il faudra bien qu'à un moment ou à un autre, il y ait un dialogue qui ne soit pas simplement un dialogue conjoncturel mais un dialogue structurel" £ "Comment, dans cette région du monde, on partage l'espace, on partage les richesses".

R - La France a toujours été, et elle restera toujours un allié fidèle de la République démocratique du Congo. Elle l'a été au long des années de la transition £ elle l'a été chaque fois que l'unité du Congo a été menacée. Elle cherche à aider le Congo à sortir de l'instabilité, à retrouver la paix et la stabilité. Je constate une chose : aujourd'hui, en dépit de tous les efforts accomplis, la paix ne s'est pas encore imposée au Congo et dans la région. Et les victimes, ce sont toujours les civils innocents des provinces orientales du Congo. Ces souffrances doivent cesser. Tous les Congolais ont droit à la paix et à la stabilité. La RDC a besoin de se développer - à l'Est comme dans toutes les provinces du pays -, de faire fructifier les richesses qui lui appartiennent, de prendre son avenir en main plutôt que de subir des guerres injustes et injustifiables. Le temps est venu de tourner la page de ces quinze dernières années. Alors je m'interroge : faut-il faire plus ? Faut-il faire mieux ? Faut-il faire autrement ?

Les polémiques n'ont pas lieu d'être et les procès qui nous sont faits sont sans fondement. Je voudrais souligner quelques idées simples. Il y a des principes sacrés : la souveraineté de la RDC, le respect de son intégrité territoriale, l'intangibilité de ses frontières. La France s'est toujours battue pour ces principes. Ce n'est pas avec moi que cela changera. Il y a aussi une évidence : la RDC, c'est le cœur même de l'Afrique, autour duquel le continent s'articule. Ses richesses potentielles sont immenses et pourtant, les Congolais n'en profitent pas, ou pas assez. Je suis désolé de vous le dire, mais quelque chose ne tourne pas rond !

Ma conviction, c'est que le retour de la paix doit s'accompagner d'un dialogue de fond. Regardez ce que nous avons fait en Europe : nous avons surmonté nos déchirures et nos divisions, surmonté les blessures si profondes de trois guerres entre la France et l'Allemagne en particulier, pour construire, à partir de projets concrets et dans le strict respect des nations qui la composent, une Europe de paix et de prospérité. Bien sûr cela nous a pris du temps. Mais cela

nous a permis la reconstruction & cela nous a apporté une prospérité sans égal et l'essor de nos économies & cela nous a apporté aussi la stabilité et la paix. Alors, au nom de quoi les pays autour des Grands Lacs seraient-ils condamnés à la répétition des guerres et au malheur ? Ne peuvent-ils surmonter cette fatalité que, pour ma part, je refuse ? Je veux croire en l'avenir. L'intérêt des Congolais et des pays de la région, c'est de susciter des projets qui fédèrent plutôt que subir des appétits qui divisent, de couper à leur racine les causes de la rivalité, de la désunion et du malheur. Des institutions existent déjà, comme la Communauté économique des pays des Grands Lacs. Alors il faudrait la revivifier, et peut-être même aller plus loin.

C'est dans cet esprit que je voudrais lancer quelques idées : les pays de la région, de l'Angola au Burundi, et pourquoi pas à la Tanzanie aussi, pourraient travailler ensemble, comme nous l'avons fait en Europe, pour structurer leurs marchés, organiser des filières agricoles, commerciales et industrielles, introduire davantage de transparence et de règles, développer les ressources énergétiques y compris par des micro-projets, assurer la sécurité alimentaire et sanitaire, faciliter l'accès à l'eau potable, protéger le patrimoine naturel, bâtir des infrastructures régionales pour créer de nouvelles opportunités et multiplier les débouchés.

Il y a tant de richesses à créer ou à mettre en valeur. Cela suppose de la confiance et ce dialogue structuré auquel j'ai fait référence. Cela suppose aussi la coopération, qui interdit la prédation ou l'exploitation. Et je souhaite insister sur ce point. Le président Kabila a dit que les décisions doivent être prises à Kinshasa, et nulle part ailleurs. Il a raison ! C'est aux Congolais eux-mêmes de trouver des solutions. C'est vrai aussi à l'échelle de toute la région : c'est aux Etats et aux populations de discuter, et disons-le, de coopérer pour régler les problèmes et retrouver de la confiance. La confiance, c'est fondamental. La paix ne peut jamais être imposée de l'extérieur.

Q - Les Congolais ont l'impression que vous cherchez à vous rapprocher du Rwanda sur le dos de la RDC, tout en prenant des distances avec vos prédécesseurs qui ont décidé l'opération Turquoise en 1994. Qu'y répondez-vous ?

R - Dois-je vous rappeler que vous êtes le premier pays francophone du monde ? La France sera toujours aux côtés des Congolais. La RDC tient une place toute particulière dans le coeur des Français. Mais je ne peux pas encourager la RDC à dialoguer avec ses voisins sans que la France le fasse aussi ! Vous avez tout de même noté que je me suis d'abord rapproché du président Dos Santos et que j'ai noué un partenariat stratégique avec l'Angola sur les questions africaines. Et comment pourrais-je aider les Congolais si je m'abstiens de parler au président du Rwanda ? Ces polémiques n'ont aucun sens. La France restera toujours fidèle en amitié. Et la France choisira toujours la voie du dialogue pour faire progresser la cause de la paix.

Q - Principale victime de l'opération Turquoise, la RDC n'est-elle pas en droit d'espérer un dédommagement de Paris ?

R - Il faut regarder la vérité en face. Il faut reconnaître que les événements innommables de 1994 ont eu de lourdes conséquences pour la RDC. La crise qui frappe l'Est du Congo depuis des années a des racines historiques. C'est évident. Mais il faut dire aussi que ni la France, ni la communauté internationale n'ont été les instigateurs de l'arrivée des réfugiés hutus rwandais sur le sol congolais. Ces réfugiés ont fui leur pays et traversé la frontière de leur propre initiative. La France a pris le risque d'intervenir quand personne ne bougeait. L'opération Turquoise, je le rappelle, a été conduite sous mandat des Nations unies. La France dans cette affaire n'a pas agi seule. Elle a agi au nom de la communauté internationale tout entière. Elle a sauvé des vies humaines en 1994, comme elle l'a fait à Bunia plus tard avec l'opération Artémis dont tant de Congolais se souviennent. La France n'a pas à rougir de ce qu'elle a fait. Mais, s'il vous plaît, tournons-nous vers l'avenir.

Q - Votre discours semble signifier que la France a abandonné les intérêts de la Francophonie au profit des intérêts du monde anglo-saxon. L'opinion congolaise attendait en effet une position française favorable à la RDC et se demande désormais si la France participe au démembrement de la RDC. Quel jeu joue exactement la France dans les Grands Lacs ?

R - Mais pourquoi me parlez-vous de démembrement ? Qui a dit cela ? Ai-je jamais dit une telle chose, si contraire aux positions constantes de la France ? Je l'ai dit, et je le répète : la souveraineté de la RDC et l'intangibilité de ses frontières sont des principes sacrés. Si un pays

souveraineté de la RDC et l'intégrité de ses frontières sont des principes sacrés. Si un pays continuera de se battre pour garantir leur plein respect, ce sera bien la France.

Je veux que la RDC retrouve en Afrique toute la place qui lui revient. Cela veut dire un Congo fort, uni, debout et prospère dans une région stable et apaisée. Un Congo qui se développe du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. Ne nous voilons pas la face : cela demandera d'autant plus d'efforts et de détermination que la RDC est frappée par la crise économique, comme le reste du monde. Il n'y a qu'une solution possible : il faut se retrousser les manches, il faut investir dans l'avenir. Et, excusez-moi de le dire mais c'est une évidence, le Congo a tout à gagner, aussi, à tisser des liens fructueux avec ses voisins, de l'Atlantique à l'Océan Indien. C'est valable partout ailleurs, alors pourquoi pas au coeur de l'Afrique !

Q - Lors du sommet de La Baule, le président François Mitterrand avait posé entre autres comme préalable à l'aide française au développement des pays africains, la démocratie, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'Homme. A vos yeux, la RDC satisfait-elle à cette conditionnalité ?

R - La RDC est une jeune démocratie. Peu de processus électoraux en Afrique, ou ailleurs, sont aussi exemplaires que l'a été celui de 2006. Il a coûté 450 millions de dollars à la communauté internationale. Bien sûr, il y a encore de nombreux défis à relever : lutter contre la corruption, structurer l'armée, la police, la justice, décentraliser une partie des moyens. Beaucoup de chemin reste à parcourir. C'est justement parce que la France souhaite vous accompagner que je viendrai vous rendre visite très prochainement.

Q - L'un de vos prédécesseurs avait déclaré que pour l'Afrique la démocratie est un luxe. A ce jour, partagez-vous cette opinion ?

R - De nombreux dirigeants africains avaient dit la même chose avant lui mais ce n'est pas le débat. Ma réponse est non : la démocratie n'est pas un luxe, c'est au contraire une nécessité. Je ne suis pas de ceux qui opposent, un peu naïvement, démocratie et développement. Cela n'a aucun sens. Je ne crois pas non plus à une quelconque exception africaine. Je suis également choqué que certains responsables politiques africains puissent présenter l'exigence démocratique comme une simple conditionnalité imposée par des partenaires étrangers. Les Africains, comme tous les autres peuples, veulent élire leurs représentants. L'aspiration à la démocratie et au respect des droits de l'Homme a été au coeur des luttes pour l'indépendance.

La démocratie est aussi une des conditions de l'amélioration de la gouvernance. Elle reste la meilleure garante de l'existence de contre-pouvoirs et de la capacité des administrés à demander aux gouvernants des comptes de leur gestion.

Je ne dis pas pour autant que l'instauration de la démocratie est facile, ni qu'elle suffit à régler tous les problèmes.

Q - La RDC est à ce jour le premier pays francophone au monde. Pour quelles raisons la France paraît-elle le négliger, notamment en ce qui concerne les facilités nécessaires à son épanouissement culturel ainsi que dans le domaine de la recherche ?

R - La Francophonie, parlons-en. Elle nous appartient à tous et n'est pas la propriété de la France. Savez-vous qu'il y a quelques semaines, le Congo a dépassé la France comme premier pays francophone du monde ? Et dans quelques années, vous serez loin devant ! Nos relations doivent être à la hauteur de ce que nous partageons.

La France ne néglige pas la RDC en ce domaine. Nous partageons la même conviction : la culture est l'école de la libre expression, de la libre pensée, c'est un pilier de la démocratie. Votre pays est connu pour sa créativité culturelle et son dynamisme artistique. A Kinshasa, comme à Lubumbashi, les centres culturels français sont des lieux d'expression privilégiés des milieux culturels congolais.

Au début de cette année, nous avons lancé un nouveau programme francophonie en RDC. Il permettra de relancer l'enseignement du français à Kinshasa, à Lubumbashi, à Kisangani. Je vous annonce que nous allons aussi appuyer le développement du réseau des Alliances françaises tout particulièrement celles de Béni, Bunia, Goma, Bukavu, Uvira. C'est un vrai choix stratégique. L'éducation est la clé de l'avenir. Il y a d'autres projets, mais j'aurai l'occasion d'en parler lors de ma visite.

Q - Quel pourrait-être l'apport de la France dans le redressement économique de la RDC en cette période de crise financière ?

R - Il n'y aura pas de redressement sans paix durable. A ce titre, la France veut continuer à accompagner la RDC sur le chemin de la paix. Ensuite, il faut un véritable plan de reconstruction concerté du pays. Pour cela, il faut de grands moyens. La France ne peut pas jouer ce rôle toute seule. Alors je réfléchis à la manière de consulter nos grands partenaires pour que nous puissions tous ensemble aider la RDC à se reconstruire. Et puis il faudra attirer davantage d'investissements privés. C'est pour moi un enjeu central. La France veut là aussi jouer tout son rôle. J'aborderai ces sujets lors de ma visite.

Q - Dans le cadre de son aide à la RDC, que choisirait la France entre les priorités suivantes : créer des emplois pour venir en aide aux populations démunies, doter le pays d'une armée dissuasive, lutter contre la destruction très avancée de l'environnement ?

R - Aucune : il faut aider la RDC dans tous ces domaines, et d'autres encore ! La question n'est pas de choisir une priorité au détriment d'une autre. La question, c'est d'être le plus efficace possible. Je ne ménagerai aucun effort pour convaincre tous les partenaires internationaux de s'engager avec moi aux côtés des Congolais. Mais au final, le destin du Congo est dans les mains des Congolais. L'avenir leur appartient. Et je sais qu'ils peuvent faire de grandes choses.